

NOTE

Objet: Rapport de synthèse relatif à la session plénière¹
- les 27 et 28 février 2003, Bruxelles

I. Débat sur les amendements aux articles 1 à 4 du projet de constitution

Article 1

1. Le Président Giscard d'Estaing présente les amendements reçus en soulignant que, sans surprise, l'article 1 comme d'ailleurs l'article 2 a suscité de très nombreuses propositions d'amendement. L'article 1 est en effet celui qui définit l'Union et qui constitue le point d'encrage de toute la construction d'ensemble. Le Président rappelle que le traité institue une constitution. Le contenu du texte débattu est une constitution, mais cette constitution prend la forme juridique d'un traité car, contrairement à une constitution nationale, les pouvoirs attribués à l'Union dérivent des Etats qui concluent le traité. Le Président indique la disponibilité du Praesidium à clarifier ce point par une rédaction plus appropriée si tel était le souhait de la Convention. Mais étant donné que l'article 1 est déjà partie intégrante de la constitution, il n'est pas nécessaire d'y mentionner à nouveau les Hautes Parties Contractantes, qui figureront dans le préambule.
2. S'agissant de la définition même de la nature de l'Union, le Président relève que pour un grand nombre de Conventionnels cette définition est trop timide, tandis que d'autres, également sinon plus nombreux, s'opposent au terme "fédéral".

¹ Le verbatim de la session plénière se trouve sur le site web à l'adresse suivante:
<http://eurpean-convention.eu.int>.

3. Le Président constate également que plusieurs Conventionnels se sont exprimés sur le nom à attribuer au sujet de la Constitution. De ce premier sondage se dégage une préférence pour la dénomination "Union européenne". Il suggère cependant que cette question soit reprise lorsque l'ensemble du projet du traité constitutionnel sera connu.
4. De nombreux Conventionnels prennent part au débat (cf. liste jointe) :
- un certain nombre de Conventionnels souhaitent que l'article 1 mette davantage en valeur que la décision de constituer une Union est consécutive d'une volonté des États et des peuples européens. Ils suggèrent que les mentions de "Hautes parties contractantes" et de "traité" soient reprises dans l'article 1. Un grand nombre de Conventionnels marquent à l'inverse leur satisfaction devant le recours au mot "constitution" ;
 - un grand nombre de Conventionnels rejettent la référence au "mode fédéral". Ils considèrent qu'elle va au-delà de la réalité actuelle ou qu'elle pourrait être interprétée diversement selon les pays. D'autres, également nombreux, apportent en revanche leur soutien à la rédaction proposée, la considérant comme appropriée et reflétant la réalité de l'Union européenne. Certains Conventionnels proposent des définitions alternatives comme celle de "fédération d'États nations" qui leur paraissent mieux refléter la réalité européenne et susceptibles de recueillir un plus large consensus. D'autres Conventionnels ont proposé de remplacer la notion de "mode fédéral" par celle de "supranational" ou "communautaire" ;
 - plusieurs Conventionnels regrettent que les mots "union sans cesse plus étroite" ne figurent plus dans le projet présenté par le Praesidium. Ils rappellent qu'ils figuraient dans le texte fondateur de la Communauté européenne (traité de Rome) et avaient toujours été conservés depuis. Le Président s'interroge sur leur maintien se demandant si cette rédaction n'avait pas épuisé ses effets avec la rédaction de la présente constitution ;
 - de très nombreux Conventionnels indiquent leur attachement au nom "Union européenne", bien connu des opinions publiques. Ils souhaitent qu'il soit conservé et repris dans le texte final ;

- plusieurs Conventionnels demandent que les symboles de l'Union (par exemple hymne, drapeau, devise, monnaie, jour férié) fassent l'objet d'un article ou alinéa complémentaire. Le Président fait part de son intérêt pour une telle disposition mais souligne qu'il conviendrait que la Convention se prononce préalablement sur le contenu précis de certains des symboles proposés (hymne notamment) ;
- de nombreux Conventionnels plaident pour la notion d'identité nationale figurant à l'article 1-1 soit développée par l'adjonction de termes complémentaires (structures, nature et fondement des régimes des États membres) ;
- un certain nombre de Conventionnels proposent que les mots "peuples" soit remplacés par "citoyens", ou que ce dernier terme soit ajouté à l'article 1 § 1 actuel. Le Président rappelle la différence sémantique entre ses deux termes ;
- quelques Conventionnels suggèrent que la faculté pour un État membre de quitter l'Union, dans des circonstances et selon une procédure exceptionnelles, soit introduite dès le premier article. Tout en marquant son accord sur le principe d'un tel article, le Président relève qu'il trouverait mieux sa place dans les dispositions finales de la Constitution.

Article 2

5. Le Président relève que la proposition d'article 2 a également suscité de très nombreuses réactions. Il note deux grands types de questions relatives à cet article :

- le première porte sur la définition et le contenu des valeurs mentionnées. Le Président attire l'attention de la Convention sur un point qui lui paraît d'une particulière importance. L'article 2 doit être lu en ayant en tête son étroite association avec l'article 45 de la constitution, article qui établit la procédure pour la suspension des droits à l'appartenance à l'Union en cas de violation des principes et valeurs de l'Union de la part d'un État membre. Il rappelle qu'une relation du même ordre existe dans le traité actuel entre les articles 6 et 7 TUE. Inscrire dans l'article 2 des valeurs, telles que "l'égalité" ou la "solidarité", qui ne seraient pas solidement définies juridiquement pourrait conduire à l'engagement de procédure non fondée contre les États membres ;
- un second type de débat concerne l'éventuelle introduction d'une référence au fait religieux. Le Président note qu'un nombre significatif d'amendements vont dans ce sens. Si les rédactions proposées sont diverses, le sens général en est clair. Le Président indique que le Praesidium avait également tenu une telle discussion avant de considérer que, si une référence devait être introduite reconnaissant l'apport des religions à la civilisation européenne, elle trouverait plus aisément sa place dans le préambule que dans le corps même de la constitution. Il indique également que le Praesidium est disposé à intégrer, dans l'architecture constitutionnelle, le contenu de la déclaration n° 11 d'Amsterdam sur le respect du statut des Églises et associations religieuses et non confessionnelles et à envisager une mention de l'apport desdites Églises et associations dans le titre de la constitution consacré sur la vie démocratique de l'Union ;

- sur le premier point soulevé par le Président, de nombreux Conventionnels insistent pour que la liste des valeurs figurant à l'article 2 soit complétée, notamment en y ajoutant "l'égalité" ou "l'égalité entre hommes et femmes". D'autres indiquent leur satisfaction devant la rédaction retenue. Certains conventionnels ont estimé que la rédaction de la deuxième phrase ("Elle vise à être une société paisible pratiquant la tolérance, la justice et la solidarité") exprime des objectifs et qu'elle ne devrait donc se trouver dans cet article. Elle gagnerait à figurer dans le préambule ;
- le débat relatif à l'éventuelle inclusion d'une référence aux valeurs religieuses est animé. De nombreux Conventionnels plaident en faveur d'une telle mention dans l'article 2. Ils la jugent nécessaire pour rappeler les fondements des valeurs communes qui y figurent. Ces Conventionnels estiment qu'il doit être possible de retenir une rédaction qui ne discrimine personne. Diverses propositions rédactionnelles sont avancées. D'autres, également nombreux, se prononcent, de manière déterminée, contre une telle proposition, quelle que soit la rédaction retenue. Tout en soulignant l'importance de reconnaître la liberté religieuse dans la Constitution, ils jugent qu'une mention des valeurs religieuses n'aurait pas sa place dans celle-ci. Ils font valoir que la Charte des droits fondamentaux contient déjà des dispositions garantissant la liberté religieuse. D'autres, enfin, expriment leur accord avec la proposition du Praesidium d'envisager l'introduction d'une référence à l'apport des religions dans le préambule de la constitution. Ils relèvent qu'elle y trouverait mieux sa place que dans l'article 2.

Article 3

6. Le Président a ouvert le débat en indiquant que, si un grand nombre de suggestions d'ajouts ou de précision de divers objectifs ressortaient des multiples amendements déposés sous cet article, très peu d'entre ceux-ci exprimaient une opposition à l'approche de base choisie par le Praesidium. Il a remarqué qu'il ne sera sans doute pas possible d'intégrer la totalité des ajouts proposés sans arriver à un texte illisible, mais que le débat pourrait servir à définir les principaux sujets qui devraient se voir encore mieux exprimés dans ce texte.
7. Les principaux thèmes ressortissant du débat étaient les suivants :
- un grand nombre de Conventionnels a proposé de faire référence, dans l'article 3 § 2, à "l'économie sociale de marché" ou, selon certains, au "modèle sociale européen" ; il a cependant été relevé que, sous réserve d'un tel ajout, le projet actuel respecte un équilibre politique de base ;
 - sans nécessairement contredire la suggestion précédente, quelques intervenants ont suggéré d'ajouter une référence à une "économie de marché ouverte où la concurrence est libre", et à l'objectif d'une "croissance non-inflationniste" ;
 - un grand nombre d'orateurs a demandé une expression plus complète de l'objectif de la protection et de l'amélioration de l'environnement dans le cadre du principe du développement durable ;
 - de nombreux orateurs ont réclamé l'ajout de la notion de "cohésion territoriale" ;
 - un débat controversé s'est déroulé autour de l'objectif de "plein emploi", que de nombreux conventionnels souhaiteraient remplacer par une référence à un "niveau élevé d'emploi", tandis qu'une série d'autres orateurs se sont déclarés satisfaits par la formule actuelle choisie par le Praesidium, qu'ils ont qualifié comme modérée ;

- certains intervenants ont suggéré de préciser des domaines de discrimination contre lesquels l'Union devrait lutter ;
- pour certains intervenants, il conviendrait de mentionner expressément divers éléments du "modèle sociale européen", comme la lutte contre l'exclusion sociale, la promotion de la qualité du travail, et / ou l'accès à l'éducation à la formation ou à des services d'intérêt général de qualité ;
- une série d'intervenants se sont opposés à la mention de la "découverte de l'espace", afin de ne pas discriminer d'autres secteurs de recherche de pareille importance ;
- certains voudraient enfin inclure une référence à la coopération transfrontalière des régions ;
- dans le paragraphe 3 § 3, nombre d'orateurs ont suggéré de parler du respect de la diversité non seulement culturelle, mais aussi linguistique, voire du droit des minorités ;
- pour ce qui concerne le paragraphe 4, plusieurs conventionnels ont réclamé une rédaction plus "ouverte" vers le monde. D'autres ont suggéré d'inclure une référence à la sécurité et / ou l'intégrité de l'Europe. A plusieurs reprises, il a été suggéré de se référer simplement au "respect du droit international" et / ou de mentionner les Nations-Unies et leur Charte. En outre, plusieurs orateurs ont préféré qu'on mentionne des droits fondamentaux en général et non seulement des droits des enfants ;
- plusieurs orateurs ont souhaité qu'on reprenne dans la Constitution les clauses obligeant l'Union, dans toutes ses politiques, de tenir compte des exigences de la protection de l'environnement et de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes ;
- finalement, certains ont insisté sur l'importance du principe que l'Union se dote des moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs et mener à bien ses politiques.

Article 4

8. La discussion a confirmé l'existence d'un large consensus en faveur de cette disposition créant la personnalité juridique de l'Union.

II. Débat sur les amendements aux articles 5 à 7 du projet de constitution

Article 5

9. Le Vice-président Dehaene a introduit le débat sur cet article en relevant que le Praesidium a tenté d'exprimer, dans une même disposition, les deux facettes du consensus qui s'est formé, à savoir l'intégration de la Charte dans la Constitution et une clause permettant à l'Union d'adhérer à la Convention européenne des droits de l'Homme.
10. La discussion a confirmé l'existence d'un large consensus en faveur de ces deux éléments. En outre, de nombreux orateurs ont marqué leur préférence soit pour l'insertion de la Charte dans la première partie de la Constitution, ce qui selon eux rendrait la rédaction des articles 2 et 3 plus facile, soit - envisageable à titre de compromis seulement pour certains - pour prévoir que la Charte constitue une deuxième partie de la Constitution, à insérer entre la première partie et la partie sur les politiques de l'Union. Certains conventionnels se sont cependant exprimés en faveur de reprendre le texte de la Charte en tant que protocole. Certains ont également insisté sur l'importance des amendements rédactionnels à la Charte suggérés par le Groupe de travail II et sur celle de compléter les "Explications" à la Charte rédigées par le Praesidium de la Convention précédente.
11. Pour ce qui est du paragraphe 2, une série d'intervenants ont demandé son renforcement en prévoyant une obligation pour l'Union de demander son adhésion à la CEDH, afin de minimiser le risque qu'une adhésion soit bloquée à cause de la règle de l'unanimité. Certains intervenants ont d'ailleurs demandé que ce paragraphe fasse également référence à l'adhésion éventuelle à d'autres conventions internationales en matière des droits de l'Homme.

Articles 6 et 7

12. En présentant les amendements introduits à ce projet d'article, tout comme dans le contexte de l'article 7, Le Vice-président Dehaene s'est référé à la question principale de savoir si, et dans quelle mesure, ces dispositions font double emploi avec celles de la Charte. Il a expliqué que le Praesidium a néanmoins estimé opportun de prévoir, dans la première partie, ces dispositions sur la non-discrimination et les droits des citoyens, à cause de leur importance capitale. Il a en outre signalé qu'avec son projet d'article 6, le Praesidium souhaitait confirmer exactement l'état actuel de droit.
13. Cette question d'un double emploi était au cœur du débat, une série d'intervenants estimant que si la Charte était intégrée dans la première partie ou dans une nouvelle partie 2, l'on pourrait supprimer l'article 6 actuel et raccourcir considérablement l'article 7 qui ne devrait alors plus énumérer les droits des citoyens. Certains autres se sont prononcés pour le maintien d'une telle énumération. D'autres ont observé dans ce contexte qu'il faudrait en tout cas, en sus des articles dans la Charte, prévoir les bases juridiques nécessaires reprenant celles des articles 12, 13 et 18 - 22 TCE, ce qui pourrait se faire dans la partie de la Constitution consacrée aux politiques.
14. Dans le contexte de l'article 6, certains orateurs ont demandé d'étendre l'interdiction à d'autres formes de discrimination.

III. Présentation du projet d'articles 24 et suivants sur les instruments

15. Le Président a souligné que le Praesidium, lorsqu'il a rédigé son projet de titre V, avait à l'esprit l'objectif important de simplification énoncé dans la déclaration de Laeken. Le Praesidium a fondé ses travaux sur les résultats du groupe de travail et aussi du débat qui a eu lieu en plénière sur la question.

16. L'article 24 reflète le large consensus qui s'est dégagé en faveur d'une réduction du nombre d'instruments dont l'Union dispose pour exercer ses compétences. Les nouveaux instruments s'appliqueraient dans tous les domaines d'action, des procédures spécifiques étant cependant prévues là où la Convention le juge nécessaire. En même temps, le Praesidium propose de simplifier les dénominations des instruments. Les articles font une distinction plus précise entre les actes législatifs et non législatifs et donnent à la procédure d'adoption des actes législatifs l'appellation nouvelle de "procédure législative". Il y aura naturellement certaines exceptions à la règle générale, et le Praesidium présentera à la Convention des propositions concernant la portée de cette procédure et les exceptions potentielles.
17. Comme l'a recommandé le groupe de travail et malgré certaines réserves émises lors du débat en plénière, le Praesidium a proposé la création d'un nouveau type d'actes (les "actes délégués"). Un aspect important de la simplification consiste à veiller à ce que le législateur se concentre sur l'essentiel et laisse les aspects plus détaillés et techniques à la discrétion de la Commission, tout en pouvant récupérer son pouvoir législatif au cas où cela s'avérerait nécessaire. Les dispositions en question ont en outre été rédigées dans un souci de clarté accrue et il est précisé que le choix de l'instrument législatif devrait être fondé sur le principe de proportionnalité. La série d'articles se termine par les indispensables références à la publication et l'entrée en vigueur.
18. Le président a invité les membres de la Convention à transmettre leurs observations et leurs propositions d'amendements concernant cette série d'articles. Les contributions qui seront transmises d'ici le 8 mars seront prises en considération dans l'analyse des amendements qui sera diffusée avant le débat en plénière les 17 et 18 mars 2003.

IV. Débat sur les amendements aux articles 8 à 16 du projet de constitution

19. Le Vice-président, M. Amato, a introduit le débat en indiquant que, d'une manière générale, les articles 8 et 9 avaient été bien accueillis, même si, dans plusieurs amendements, il est demandé que l'on précise que les compétences de l'Union découlent directement des compétences transférées par les États membres. Certains membres de la Convention ont demandé que la référence à la primauté du droit de l'UE soit supprimée, et il a aussi été suggéré de fusionner les articles 8 et 9.

20. Les articles 10 à 15 traitent de la délimitation des compétences. Aucune des propositions d'amendements ne remet en cause l'approche suivie par le Praesidium. Certaines s'interrogent sur la nécessité d'énumérer les domaines de compétence dans chacune des trois catégories ou proposent d'ajouter d'autres domaines dans l'une ou l'autre des catégories. Plus particulièrement, un grand nombre de membres a des réticences concernant l'inclusion des quatre libertés dans les compétences exclusives. Certains se sont demandé s'il était nécessaire de prévoir un paragraphe distinct pour la recherche et le développement et ont souhaité que ces points soient transférés dans les compétences partagées ou dans la liste des actions d'appui. D'autres ont demandé la suppression de l'article sur la coordination des politiques économiques et/ou de l'article sur la PESC, tandis que certains ont suggéré de remanier le texte de ces articles. En ce qui concerne l'article 16, la plupart des membres de la Convention ont semblé favorables à son inclusion, bien que certains aient souhaité voir modifier la procédure prévue.

Articles 8 et 9 : principes et application des principes

21. En ouvrant le débat, certains conventionnels ont indiqué que les articles relatifs aux compétences devaient clarifier que ce n'est pas la Constitution qui attribue les compétences à l'Union, mais les États membres, "dans" la Constitution. Plusieurs ont évoqué la possibilité de préciser davantage le principe de subsidiarité, notamment dans sa dimension plus "positive", ou encore de rendre ce principe applicable y compris dans l'exercice des compétences exclusives.
22. Un certain nombre de suggestions sur la structure des articles ont été faites, en particulier pour éviter les répétitions relatives au principe de coopération loyale et à l'identité nationale. Plusieurs ont suggéré de fusionner les articles 8 et 9. D'autres ont proposé de considérer les principes de coopération loyale et de primauté, ainsi que le respect de l'identité nationale dans un cadre plus large que celui des compétences, par exemple dans le titre I de la Constitution. En ce qui concerne le principe de primauté, un Conventionnel a souligné le risque de formaliser et de fixer sans nuances un principe développé par la Cour de justice.

Article 10 : Catégories de compétence

23. Dans l'ensemble, l'approche et la définition des catégories de compétences ont reçu un accueil favorable. Certains se sont interrogés sur la nécessité des paragraphes 3 et 4 (coordination des politiques économiques et PESC) dès lors qu'il ne s'agissait pas d'une catégorie de compétence à proprement parler.

Article 11 : Compétences exclusives

24. Un certain nombre de conventionnels ont suggéré de renommer la catégorie des compétences "exclusives" en compétence "propres" ou "attribuées" de l'Union. d'autres ont indiqué une préférence pour la dénomination "exclusives". Parmi les conventionnels préférant les termes "compétences propres" certains ont suggéré que d'autres domaines pourraient être rajoutés dans cette catégorie, notamment le marché intérieur, la cohésion économique et sociale, et le financement de l'Union. L'un ou l'autre conventionnel ont aussi mentionné la PESC et l'espace de liberté, sécurité et justice. D'autres en revanche ont émis des réticences à considérer certains domaines comme une compétence exclusive, notamment les quatre libertés de circulation, ou encore certains aspects jugés sensibles de la politique commerciale.

Article 12 : Compétences partagées

25. Certains conventionnels préfèrent que la catégorie des compétences partagées, qui constitue une catégorie résiduelle, ne procède pas à une énumération des principaux domaines concernés. D'autres au contraire ont proposé de rajouter certains domaines, tels que la lutte contre la discrimination, l'égalité des hommes et des femmes, la politique d'immigration, les services d'intérêt général, la dimension fiscale du marché intérieur, la protection contre les catastrophes, la protection des animaux, etc. L'un ou l'autre conventionnel considèrent la santé publique comme une action d'appui.

Article 13 : Coordination des politiques économiques

26. De nombreux conventionnels ont proposé de considérer dans un même ensemble la coordination des politiques économiques, sociales et de l'emploi. Certains ont indiqué que ce n'est pas l'Union en tant que telle qui coordonne les politiques économiques, mais les États membres, ou à tout le moins le Conseil. D'autres ont souligné la nécessité de ne pas revenir en arrière dans ce domaine, rappelant notamment que dans le traité actuel, on se réfère à la "politique économique", et pas seulement à la coordination.

Article 14 : Politique étrangère et de sécurité commune

27. Plusieurs ont suggéré de mentionner la politique de défense commune dans cet article.

Article 15 : Domaines d'action d'appui

28. Plusieurs conventionnels ont suggéré que la catégorie des domaines d'actions d'appui ne devrait pas énumérer de façon exhaustive les domaines concernés afin de conférer plus de souplesse au système. Certains conventionnels ont envisagé de ne pas exclure *a priori* toute harmonisation, même minimale, dans la catégorie des domaines d'action d'appui, tandis que d'autres ont suggéré de faire apparaître que certaines compétences partagées peuvent aussi donner lieu à des actions d'appui. Enfin, quelques conventionnels ont émis une préférence pour la dénomination "compétences complémentaires", plutôt que "domaines d'action d'appui".

Article 16 : "clause de flexibilité"

29. Plusieurs conventionnels ont fait des propositions alternatives quant à la procédure d'adoption des règles sur base de cette clause, en particulier concernant le rôle du Parlement européen et le vote au Conseil (majorité qualifiée). Certains ont suggéré de reformuler cette clause afin qu'elle puisse jouer dans les deux sens, à savoir aussi pour réduire une compétence de l'Union. D'autres, que l'application des actes adoptés sur base de cette procédure pourrait être limitée dans le temps (*sunset clause*). Enfin, certains ont proposé de changer la dénomination "clause de flexibilité".

Article sur le "mainstreaming"

30. Plusieurs conventionnels ont émis le souhait de mettre en évidence dans la première partie de la Constitution certaines clauses de compétence horizontales touchant tous les domaines de politiques (*mainstreaming*), en particulier en matière d'environnement ou d'égalité hommes-femmes.

V. Prochaine session de la Convention

31. Le Président a annoncé que la prochaine session de la Convention se déroulerait le lundi 17 mars (après-midi) et le mardi 18 mars (matin). Elle sera consacrée à l'examen du titre V (articles 24 et suivants). Le Président a aussi attiré l'attention sur une note du Praesidium (CONV 586/03) concernant le programme indicatif des travaux.
-

LA CONVENTION EUROPEENNE

Session plénière jeudi 27 et vendredi 28 février 2003

LISTE DES ORATEURS

Jeudi 27 février

I. Débat sur le projet d'articles 1er à 7

- a) Nature de l'Union, attribution de compétences par les États membres et respect des identités nationales**
- b) Définition des valeurs et des objectifs de l'Union et leur articulation**
- c) Articulation avec la Charte et intégration de celle-ci**
- d) Portée de la clause de non-discrimination**
- e) Définition de la citoyenneté et des droits qui en découlent**

M. Jens-Peter BONDE, Parlement européen

M. Josef ZIELENIEC - Rep. Tchèque (Parlement)

M. Ben FAYOT - Luxembourg (Parlement)

M. Gianfranco FINI - Italie (Gouvernement)

M. Erwin TEUFEL - Allemagne (Parlement)

M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement) **(interprète)**

M. Antonio VITORINO - Commission

Mme Sandra KALNIETE - Lettonie (Gouvernement)

M. Caspar EINEM - Autriche (Parlement)

M. Alain LAMASSOURE - Parlement européen

M. Hannes FARNLEITNER - Autriche (Gouvernement)

(Cartons bleus : Spini, MacCormick, Dybkjaer, Wuermeling)

M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)

M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)

M. Dominique de VILLEPIN - France (Gouvernement)

Mme Linda McAVAN - Parlement européen

M. Goran LENNMARKER - Suède (Parlement)

M. Joschka FISCHER - Allemagne (Gouvernement)

M. Lamberto DINI - Italie (Parlement)

M. Elio DI RUPO - Belgique (Parlement)
Mme.Lenka ROVNA - Rep. Tchèque (Gouvernement)
M. Olivier DUHAMEL - Parlement européen
(Cartons bleus : Kiljunen, Roche, MacLennan, Borrell- Borrell)
Mme Pervenche BERES, Parlement européen
M. Oguz DEMIRALP - Turquie (Gouvernement)
Mme Hanja MAIJ-WEGGEN - Parlement européen
M. Manuel Lobo ANTUNES - Portugal (Gouvernement)
M. Marco FOLLINI - Italie (Parlement)
M. Pat CAREY - Irlande (Parlement)
M. Pierre LEQUILLIER - France (Parlement)
Baroness SCOTLAND - Royaume Uni (Gouvernement)
M. Alexandru ATHANASIOU - Roumanie (Parlement)
M. Péter BALÁZS - Hongrie (Gouvernement)
M. René van der LINDEN - Pays Bas (Parlement)
M. Louis MICHEL - Belgique (Gouvernement)
(Cartons bleus : Abitbol, Duff, Barnier, Van lancker, Heathcoat-amory)
Elmar BROK - Parlement européen
M. Timothy KIRKHOPE - Parlement européen
M. Matti VANHANEN - Finlande (Parlement)
Mme Ana PALACIO - Espagne (Gouvernement)
M. Andrew Nicholas DUFF, Parlement européen
Mme Lena HJELM-WALLEN - Suède (Gouvernement)
M. Michel BARNIER - Commission
Mme Elena PACIOTTI - Parlement européen
Mme Cristiana MUSCARDINI - Parlement européen
M. Peter SKAARUP - Danemark (Parlement)
Mme Neli KUTSKOVA - Bulgarie (Gouvernement)
M. Sören LEKBERG - Suède (Parlement)
Jozsef SZAJER - Hongrie (Parlement)
M. Dimitrij RUPEL - Slovénie (Gouvernement)
M. Johannes VOGGENHUBER - Parlement européen

M. Peter SERRACINO-INGLOTT - Malte (Gouvernement)
M. Jan FIGEL - Rep. Slovaque (Parlement)
M. Dick ROCHE, Irlande (Gouvernement)
M. Adrian SEVERIN - Roumanie (Parlement)
(Cartons bleus : Baroness Scotland, Tiilikainen, Van lancker, Nagy, Kiljunen)
M. Jens-Peter BONDE - Parlement européen
Mme Marietta GIANNAKOU - Grèce (Parlement)
M. Jelko KACIN - Slovénie (Parlement)
M. Antonio TAJANI - Parlement européen
M. Edmund WITTBRODT - Pologne (Parlement)
M. Mihael BREJC - Slovénie (Parlement)
M. Hubert HAENEL - France (Parlement)
M. Henrik HOLOLEI - Estonie (Gouvernement)
Mme Eduarda AZEVEDO - Portugal (Parlement)
M. Alexander ARABADJIEV - Belgique (Parlement)
Mme. Sylvia-Yvonne KAUFMANN - Parlement européen
M. Proinsias DE ROSSA - Irlande (Parlement)
M. Michael ATTALIDIS - Chypre (Gouvernement)
M. Danny PIETERS- Belgique (Parlement)
Mme Helle THORNING-SCHMIDT - Parlement européen
M. Jacob SÖDERMAN - Médiateur
M. Manfred DAMMEYER - Comité des Régions

LA CONVENTION EUROPEENNE
Session plénière jeudi 27 et vendredi 28 février 2003

LISTE DES ORATEURS

vendredi 28 février 2003

III. Débat sur le projet d'articles 8 à 16

- a) Le concept de catégorisation des compétences; les trois listes (deux exhaustives et une indicative)**
- b) Le contenu des listes et les cas particuliers de la politique économique, de la PESC, de la recherche-développement et de l'aide au développement**
- c) Les principes régissant la mise en œuvre des compétences, y compris la subsidiarité et la proportionnalité**

M. David HEATHCOAT-AMORY - Royaume Uni (Parlement)

M. Sören LEKBERG - Suède (Parlement)

M. Alain LAMASSOURE - Parlement européen

Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)

M. Joschka FISCHER - Allemagne (Gouvernement)

M. Michel BARNIER - Commission

M. Klaus HÄNSCH - Parlement européen

Mme Lena HJELM-WALLEN - Suède (Gouvernement)

M. Josep BORRELL - Espagne (Parlement)

Mme Hanja MAIJ-WEGGEN - Parlement européen

M. Andrew DUFF - Parlement européen

M. Paraskevas AVGERINOS - Grèce (Parlement)

M. Manuel Lobo ANTUNES - Portugal (Gouvernement)

M. Kimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)

M. Alfonso DASTIS - Espagne (Gouvernement)

(Cartons bleus : Speroni, Van Eekelen, Lopez-garrido, MacCormick)

M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)

M. Carlos CARNERO - Parlement européen

M. Luis MARINHO - Parlement européen

Mme. Pascale ANDREANI - France (Gouvernement)

M. William ABITBOL - Parlement européen

M. Valdo SPINI - Italie (Parlement)

M. Ben FAYOT - Luxembourg (Parlement)

M. Algirdas GRICIUS - Lituanie (Parlement) **interprète**

M. Dick ROCHE - Irlande (Gouvernement)

M. Nicolas SCHMIT - Luxembourg (Gouvernement)

M. Joachim WUERMELING - Parlement européen

M. Neil Nicholas MACCORMICK, Parlement européen-
(Cartons bleus : Baroness of Scotland, Paciotti, Duff, Van Lancker, Severin)

Mme Maria BERGER - Parlement européen

M. Pierre LEQUILLIER - France (Parlement)

Baroness of SCOTLAND - Royaume Uni (Gouvernement)

M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)

Mme Genowefa GRABOWSKA - Pologne (Parlement)

M. Erwin TEUFEL - Allemagne (Parlement)

Mme Anne VAN LANCKER - Parlement européen

M. Goran LENNMARKER - Suède (Parlement)
(Cartons bleus : Fayot, Wuermeling, Queiró, Barnier, MacCormick, Beres, Farnleitner)

M. Peter SERRACINO-INGLOTT - Malte (Gouvernement)

Mme Marta FOGLER - Pologne (Parlement)

M. Reinhard BÖSCH - Autriche (Parlement)

M. Henrik HOLOLEI - Estonie (Gouvernement)

M. Esko SEPPÄNEN - Parlement européen
(Cartons bleus : Lord Tomlinson, Lennmarker, Kauppi, Méndez de Vigo, Baroness of Scotland, Abitbol, Duff, Barnier)

M Emilio GABAGLIO, Partenaires sociaux

M. Elmar BROK - Parlement européen

Baroness of SCOTLAND - Royaume Uni (Gouvernement)

Mme Anne VAN LANCKER; Parlement européen

M. Michel BARNIER - Commission

M. Andrew DUFF - Parlement européen

M. Neil Nicholas MACCORMICK, (Parlement européen)

Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)

Baroness of SCOTLAND - Royaume Uni (Gouvernement)

M. Elmar BROK - Parlement européen

M. Goran LENNMARKER - Suède (Parlement)

M. Emilio GABAGLIO - Partenaires sociaux

=====